



Appui à la Gestion des
Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

kaléidoscope

Dans ce numéro

DEFIS MONDIAUX : Changements climatiques

- Et pour quelques degrés de plus : nos choix économiques face au risque climatique
- Energie & climat : réussir la transition énergétique
- Les organisations financières de lobbying climatique

GEOGRAPHIES : Nouvelle-Calédonie

- Gouverner la Nouvelle-Calédonie : l'accord de Nouméa à l'épreuve de son premier gouvernement
- Les causes de la vie chère en Nouvelle-Calédonie : structure des prix et des coûts
- La participation des acteurs locaux à l'élaboration et l'évaluation des politiques publiques de développement durable en Nouvelle-Calédonie

DEBATS SUR L'AIDE

- La Banque mondiale et les pays en développement, de l'ajustement structurel à la bonne gouvernance
- Adaptation au changement climatique et coopération pour le développement
- Capabilité et capacité dans le développement: repenser la question du sujet dans l'oeuvre d'Amartya Sen

A NE PAS MANQUER

- L'économie mondiale 2010
- L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde - 2009 : crises économiques, répercussions et enseignements
- Les écovilles en Chine. Du rêve nécessaire à la réalité marchande

Agendas

15e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) Copenhague - 7/18 décembre 2009

Copenhague : et après ?

La conférence tant attendue de Copenhague s'est soldée par ce qui constitue, de l'avis de l'immense majorité des acteurs et des observateurs, un échec. Rappelons que les dirigeants des 193 pays membres de la conférence devaient à cette occasion :

- pour les pays industrialisés, adopter des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) ambitieux et juridiquement contraignants ;
- pour les pays émergents : mettre en œuvre des actions de limitation des émissions de GES ;
- élaborer une coopération internationale efficace sur le plan financier et sur le plan des technologies propres, ainsi qu'une gestion équitable des financements alloués aux pays en développement.

A l'issue de la conférence, le principe d'une limitation à 2°C de la température mondiale a certes été reconnu, mais aucun objectif précis de réduction des GES n'a été défini, et aucun système de sanction n'a été déterminé. En termes de financement, 30 milliards de dollars d'ici 2012, et 100 milliards à l'horizon 2050 sont prévus pour aider les pays les plus pauvres à lutter contre le changement climatique.

L'« accord de Copenhague » esquisse cependant un calendrier de rendez-vous et de discussions qui pourraient permettre de poursuivre la difficile construction d'un ordre climatique mondial : en janvier 2010, les Etats devront avoir annoncé leurs engagements de réduction de GES ; en juin 2010, les négociateurs devraient se retrouver à Bonn pour préparer la prochaine conférence interministérielle prévue à Mexico en décembre 2010.

- ▶ **1^{er} janvier 2010** : Mise en œuvre d'un accord de libre-échange entre l'ASEAN et la Chine
- ▶ **10 janvier 2010** : Guyane – Martinique, référendum sur une plus grande autonomie de ces deux départements-régions
- ▶ **12 janvier 2010** : Santé et développement, la protection sociale dans le monde, CNAM, Paris, France
- ▶ **19 janvier 2010** : Energies renouvelables, les nouveaux chemins de la croissance, 11ème colloque SER, Paris, France

Défis mondiaux

Changements climatiques

L'ouvrage

Et pour quelques degrés de plus : nos choix économiques face au risque climatique

DE PERTHUIS, C., PEARSON, 2009, 306 p.
Cote L3.032

Le réchauffement climatique appelle des décisions urgentes, l'entrée de l'économie mondiale dans la pire récession de l'après-guerre provoque des réactions contrastées parmi les économistes : certains préconisent la relance "verte" financée par les deniers publics ; d'autres, au contraire, verraient d'un bon œil l'assouplissement des contraintes environnementales pesant sur les entreprises pour faciliter le rebond de l'activité. Selon l'auteur, une autre croissance est possible si on change durablement les règles du jeu économique. Partant du principe que l'usage de l'atmosphère ne doit plus être gratuit, l'auteur montre que l'émergence, au plan international, d'un prix du carbone permettrait de réduire massivement les émissions de gaz à effet de serre. C'est l'un des objectifs majeurs de la conférence de Copenhague sur les climats. Au-delà de cette étape, il nous livre la feuille de route économique de la prochaine décennie en matière d'action contre le changement climatique. Privilégiant une approche réaliste et responsable, l'auteur répond sans détour aux grandes questions qui se posent aux dirigeants politiques : quels sont les fondements pour construire un *new deal* énergétique au plan international ? Comment concilier la lutte contre la déforestation tropicale et la sécurité des approvisionnements alimentaires ? A quelles conditions les pays du sud accepteront-ils de prendre leur part de responsabilité ? Comment les populations et les territoires peuvent-ils s'adapter aux changements du climat qui marqueront le XXI^e siècle ?

Le rapport web

Energie & climat : réussir la transition énergétique

ROJEY, A., TECHNIP, 2009, 218 p.

Les énergies fossiles – pétrole, gaz naturel et charbon – couvrent aujourd'hui plus de 80 % de la demande éner-

gétique mondiale et, pour l'instant, il n'existe pas d'alternative immédiate qui puisse prendre leur relève à la hauteur de nos besoins. De ce fait, les émissions de CO₂ augmentent toujours plus. L'épuisement annoncé des énergies fossiles et le réchauffement climatique sont les risques majeurs du XXI^e siècle. Ils nous imposent de repenser en profondeur notre modèle énergétique et d'engager avec détermination et sans plus attendre la transition qui nous mènera à un modèle énergétique durable. La transition énergétique implique la mise en œuvre d'un ensemble de solutions innovantes : technologies à faible consommation d'énergie, énergies alternatives, nouveaux vecteurs énergétiques, propulsion hybride, captage et stockage de CO₂. Ce rapport décrit ces solutions et fournit une feuille de route pour passer le cap de la transition sans catastrophe économique ni écologique. Il met aussi en avant, au-delà des efforts que nous aurons à accepter pour mieux utiliser l'énergie, l'urgence de mettre en place un véritable projet de société, dans une perspective de développement durable.

L'article

Les organisations financières de lobbying climatique

HUSSON, A.-C., NOVETHIC, 2009, 2 p.

Donner un prix au carbone, même faible, a permis à de nombreux acteurs financiers dans le monde de comprendre que les émissions de gaz à effet de serre vont avoir des effets économiques considérables sur les entreprises dans lesquelles ils investissent. Depuis une demi-douzaine d'années, des acteurs financiers s'efforcent de joindre leurs forces dans des organisations dont l'objectif commun est de sensibiliser compagnies et gouvernements à la nécessité de mettre en place des politiques climat efficaces. L'auteur présente les textes signés par les différentes organisations financières à l'approche du sommet de Copenhague. Puis, dans un second temps, il offre une description des principaux groupes de *lobbys*.

Géographies

Nouvelle-Calédonie

L'ouvrage

Gouverner la Nouvelle-Calédonie : l'accord de Nouméa à l'épreuve de son premier gouvernement : Jean Lèques, 1999-2001

BERTRAM, R., L'HARMATTAN, 2009, 294 p.

Cote PNC.025

La Nouvelle-Calédonie a été dotée, par la loi organique du 19 mars 1999, d'un nouveau statut issu de l'accord de Nouméa du 5 mai 1998 et de la révision constitutionnelle du 20 juillet 1998. Ces textes dérogent à de nombreux principes fondateurs de la République. Parmi les organes de la Nouvelle-Calédonie, le plus original est sans doute son gouvernement, désormais constitué à la représentation proportionnelle. Ainsi, les différentes familles politiques calédoniennes doivent gouverner ensemble. Ce système, sans précédent, place la barre très haut et exige beaucoup dans un pays qui a connu des affrontements sanglants par le passé. Comment la Nouvelle-Calédonie allait-elle vivre une telle innovation ? Celle-ci allait-elle résister à l'épreuve du travail gouvernemental concret ? C'est ce que mesure ce livre, qui analyse les différents aspects du premier gouvernement issu du statut de l'accord de Nouméa, celui de Jean Lèques de 1999 à 2001.

Le rapport web

Les causes de la vie chère en Nouvelle-Calédonie : structure des prix et des coûts

DUCHESNE, C. / MORVANNOU, P. / PORTET, S. / BORDAS, S., SYNDEX, 2009, 116 p.

La principale difficulté à laquelle ont dû faire face les auteurs du rapport a été le manque de données concrètes. L'opacité à laquelle les auteurs ont été confrontés dans leur démarche les a parfois obligés à abandonner certains chantiers du projet. C'est sûrement aussi pour cette raison que la transparence de la vie économique leur est vite apparue comme un enjeu majeur du combat contre la vie chère. Ce qu'ils appel-

lent « opacité » ne se résume pas seulement au manque de transparence, mais à un manque de conformité entre les lois et règlements en vigueur en Nouvelle-Calédonie et la réalité de l'économie calédonienne. Que cela relève du manque de contrôle ou de moyens, ou tout simplement d'un déficit d'information, cela rend difficile toute tentative de régulation des marchés et laisse la voie ouverte à la primauté des intérêts privés au détriment de l'intérêt général. Cette étude ne prétend pas modifier à elle seule la réalité calédonienne, mais peut permettre aux acteurs calédoniens de disposer des informations fiables et analytiques nécessaires pour débattre et ensuite prendre les décisions qu'ils jugeront utiles pour l'intérêt général des populations actuelles et des générations futures.

L'article

La participation des acteurs locaux à l'élaboration et l'évaluation des politiques publiques de développement durable en Nouvelle-Calédonie

BOUARD, S. / SOURISSEAU, J.- M. / PESTANA, G., UNIVERSITE DE NOUVELLE CALEDONIE, 2008, 16 p.

L'article explore comment et dans quelles conditions pourrait s'exercer une réflexion participative sur le développement durable et ses implications, en vue d'élaborer des politiques publiques de développement. Pour illustrer ces enjeux, les auteurs s'intéressent à la gestion sociale des impacts d'un important projet industriel d'extraction et de traitement du nickel dans la province nord de Nouvelle-Calédonie. Ils partent pour cela des acquis d'un programme de recherche portant sur l'élaboration d'une méthode de suivi et d'évaluation des programmes de développement local en province nord. Enfin, ils insistent sur les contraintes à l'efficacité et à la pérennité de dispositifs réellement participatifs.

Débats sur l'aide

L'ouvrage

La Banque mondiale et les pays en développement, de l'ajustement structurel à la bonne gouvernance

DIIOUBATE, B., L'HARMATTAN, 2009, 262 p.

Cote R2.113

Etatisme, libéralisme, bonne gouvernance... Après 50 ans de développement, retour à la case de départ. Comment peut-on expliquer, après tant d'années et tant de recettes proposées, l'échec des politiques de développement, assorties d'une pauvreté massive, dans les pays du Sud ? Ce livre rend compte des mutations profondes dans les trajectoires économiques des pays en développement et, plus particulièrement, des pays les moins avancés, via l'analyse des fondements des paradigmes du développement expérimentés de 1950 à la fin des années 1970. L'auteur explique ainsi les raisons pour lesquelles les institutions financières internationales (Banque mondiale et Fonds monétaire international) interviennent aussi intensément dans la vie économique des pays dits pauvres et plus spécialement en Afrique. Au-delà des effets d'annonce et des grands discours au niveau international sur les bienfaits de la bonne gouvernance depuis le début des années 1990, l'auteur met en évidence les faiblesses des mécanismes politiques et économiques mis en œuvre.

Le rapport web

Adaptation au changement climatique et coopération pour le développement

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES, 2009, 215 p.

Ce document d'orientation a pour objectifs : d'explicitier les incidences du changement climatique sur les pratiques de développement et, par conséquent, la nécessité d'intégrer l'adaptation au changement climatique dans les politiques des agences d'aide et des pays partenaires ; de recenser les approches qui permettent d'intégrer l'adaptation climatique dans les politiques de développement aux niveaux national, sectoriel et des projets, en milieu urbain et rural ; et d'indiquer comment les donateurs peuvent concrètement soutenir les efforts des pays partenaires pour rédui-

re leur vulnérabilité face à la variabilité et au changement climatiques. La prise en compte de l'adaptation au changement climatique à chacun de ces niveaux nécessite une analyse de l'architecture de gouvernance et des différentes étapes du cycle décisionnel afin de mettre en évidence les points d'entrée pertinents. Au niveau national, les points d'entrée pourront inclure la formulation des politiques, les plans de développement pluriannuels ou à long terme les allocations budgétaires sectorielles, ainsi que les processus réglementaires. Les points d'entrée seront très différents au niveau des projets sur le terrain, où les considérations d'adaptation au changement climatique devront être prises en compte selon les éléments spécifiques au cycle du projet.

L'article

Capabilité et capacité dans le développement: repenser la question du sujet dans l'oeuvre d'Amartya Sen

BALLET, J. / MAHIEU, F.-R., ARMAND COLIN, REVUE TIERS MONDE, N° 198 avril-juin 2009, 303-316 p.

L'approche par les capacités proposée par A. Sen a été considérée comme une révolution dans l'analyse du développement et, en particulier, de la pauvreté. Si elle a exercé une influence sur les indicateurs du développement, elle pose néanmoins la question de la conception sous-jacente du sujet. Cet article montre que la conception de la personne utilisée par Sen est insuffisante et qu'il pratique un individualisme très standard. Cette approche est d'autant plus problématique qu'elle n'est pas simplement compréhensive, mais aussi normative. En ne tenant pas compte de la fragilité de la personne, son analyse aboutit finalement, selon les auteurs, à une faiblesse morale...

A ne pas manquer

L'ouvrage

L'économie mondiale 2010

CENTRE D'ETUDE PROSPECTIVES ET D'INFORMATIONS INTERNATIONALES (CEPII), LA DECOUVERTE, 2009, 125 p.

Cote E3

Chaque année, le CEPII publie dans la collection « Repères » des analyses inédites des principales tendances et des grandes questions de l'économie mondiale. L'édition 2010 renouvelle la présentation du bilan conjoncturel. Centré sur les interdépendances mondiales, celui-ci offre une vision globale de l'approfondissement de la crise dont différents aspects sont développés dans les chapitres thématiques. En fin d'ouvrage, la base de données situe les évolutions récentes dans une perspective de plus long terme.

Le rapport web

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde - 2009 : crises économiques, répercussions et enseignements

FOOD AND AGRICULTURE ORGANISATION OF THE UNITED NATIONS, 2009, 66 p.

Ce rapport souligne qu'avant même la crise alimentaire et la crise économique, le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde était en progression lente mais constante. Avec l'apparition de ces crises, ce nombre a fortement augmenté. Sous l'effet de la crise économique mondiale, les pays en développement enregistrent une contraction des envois de fonds, des recettes d'exportation, des investissements étrangers directs et de l'aide extérieure, qui entraînent des pertes d'emploi et de revenu. Ces pertes de revenu sont aggravées par le niveau encore relativement élevé des prix alimentaires sur les marchés locaux de nombreux pays pauvres. De ce fait, les ménages pauvres se sont trouvés dans l'obligation de réduire le nombre des repas et de consommer des aliments moins nutritifs, de diminuer les dépenses de santé et d'éducation, et de vendre leurs avoirs. Malgré les difficultés financières que connaissent les gouvernements dans le

monde entier, l'investissement agricole et les filets de sécurité demeurent des éléments clés d'une intervention efficace pour réduire l'insécurité alimentaire aujourd'hui et à l'avenir.

L'article

Les écovilles en Chine. Du rêve nécessaire à la réalité marchande

OBRINGER, F., LA DECOUVERTE, MOUVEMENTS, N° 60, 2009, 29-36 p.

La conjonction d'une croissance économique très vive, malgré un ralentissement lié à la crise financière depuis 2008, d'une relative pauvreté des ressources naturelles et de l'immensité de la population a conduit la Chine, ces dernières années, à une situation environnementale très problématique. L'explosion du monde urbain (de 430 millions d'habitants en 2001 à environ 850 millions prévus pour 2015) est un autre facteur fondamental du contexte actuel chinois, qui pose d'une façon urgente la question des choix en matière d'urbanisme. Dans ce contexte, les autorités de Pékin ne sont pas restées inactives, et ont engagé un certain nombre d'actions législatives, institutionnelles et de sensibilisation de la population. Des projets d'écovilles ont été largement médiatisés sur le plan international, sans que l'on puisse observer sur le terrain des réalisations à la hauteur des ambitions affichées.

Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : Préservation du patrimoine mondial urbain
- GEOGRAPHIE : Maroc

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

Directeur de la publication : Jean-Michel SEVERINO

Responsable de la rédaction : Philippe CABIN

Coordination : Cedric JOSEPH-JULIEN, Hadj LAKHAL, Chantal SARALLIER

Réalisation : Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Chantal SARALLIER

Graphisme : Solange MUNZER • **Saisie/mise en page :** Marcelle LARNICOL

ISSN 1776-1069

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43